

Modèle d'échange d'information du CPSSP – septembre 2019

Les renseignements échangés sont recueillis aux fins de la réunion du Conseil de la prestation des services du secteur public (CPSSP) de septembre 2019.

Les renseignements contenus dans le présent document ne peuvent être communiqués sans l'approbation de l'administration membre (auteur).

ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE : Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), gouvernement du Canada (GC).		Personne-ressource
1. Réalisations : Veuillez décrire brièvement les principales réalisations en matière de prestation de services, les progrès effectués et les étapes importantes franchies au sein de votre administration au cours des six à douze derniers mois.	Gouvernement ouvert <ul style="list-style-type: none"> Le SCT a organisé avec succès le Sommet mondial du Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO) du mois de mai 2019, avec plus de 2 600 participants venus de 115 pays. Environ 14 séances portant sur des thèmes liés au numérique et à la prestation de services ont été présentées au Sommet. En marge du Sommet mondial du PGO, le SCT a organisé un événement parallèle pour les administrations locales (auquel ont participé environ 200 participants de la collectivité du PGO) afin de tenir une réflexion sur la façon de promouvoir davantage le gouvernement ouvert et la prestation de services à l'échelle locale. Le Service de demande d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels (AIPRP) en ligne a été lancé en octobre 2018, après quatre séries d'essais auprès d'utilisateurs canadiens. Ces essais ont permis aux Canadiens de fournir leurs commentaires en vue d'éclairer la conception du service. Des moteurs de recherche et de recommandation fondés sur l'intelligence artificielle ont été ajoutés avant le lancement du service, en réponse à la rétroaction reçue de la part des Canadiens. Ces moteurs de recherche les aident à trouver ce qu'ils cherchent, en plus de les encourager à vérifier d'abord si l'information recherchée a déjà fait l'objet d'une demande avant d'en présenter une nouvelle. Le service comptait à son lancement 8 petites institutions. Aujourd'hui, 150 institutions y sont intégrées. 	Melanie Robert Melanie.Robert@tbs-sct.gc.ca
	Politique sur le numérique <ul style="list-style-type: none"> Après l'élaboration ouverte et collaborative du langage de la politique avec différents intervenants, la nouvelle Politique sur les services et le numérique du SCT a été approuvée par le Conseil du Trésor en juillet 2019. Elle entrera en vigueur le 1^{er} avril 2020. Elle remplacera le Cadre stratégique pour l'information et la technologie, la Politique sur la gestion de la technologie de l'information, la Politique sur la gestion de l'information, la Politique sur les services et la Politique sur l'utilisation acceptable des dispositifs et des réseaux. La Directive sur les services et le numérique entrera en vigueur le 1^{er} avril 2020. Elle remplacera la Directive sur la gestion de la technologie de l'information, la Directive sur les rôles et responsabilités en matière de gestion de l'information et la Directive sur la tenue de documents. Ce nouvel ensemble de règles a les buts suivants : <ul style="list-style-type: none"> ○ améliorer la gouvernance, la planification et l'établissement de rapports intégrées en vue d'établir une approche organisationnelle; ○ augmenter l'accent mis sur le client et sur l'habilitation numérique, dans l'ensemble des services et des canaux; ○ renforcer la gestion de l'information; 	Sonya Read Sonya.Read@tbs-sct.gc.ca

	<ul style="list-style-type: none"> • Un nouveau contenu sur la protection de la vie privée a été élaboré pour le cours de Sensibilisation à la sécurité (A230) de l'École de la fonction publique du Canada. • En mars 2019, on a travaillé avec chacune des institutions fédérales afin de veiller à l'établissement de rapports plus cohérents en matière d'atteintes à la vie privée dans les rapports annuels au Parlement. <p>Changement numérique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre de son travail visant à renforcer et mieux faire connaître l'importance d'un gouvernement numérique, le SCT a créé une section consacrée au gouvernement numérique à partir du site canada.ca. • En septembre 2018, la ministre du Gouvernement numérique a dévoilé les normes relatives au numérique du gouvernement du Canada. Ces normes établissent dans quelles mesures les fonctionnaires doivent travailler de manière différente à l'ère numérique, notamment en veillant à ce que les utilisateurs et leurs besoins soient au cœur des services, des programmes et des activités, et à ce que le GC tire profit des technologies et des méthodes numériques en vue de fournir aux Canadiens les services de haute qualité auxquels ils s'attendent. Les normes ont été intégrées à la nouvelle Politique sur les services et le numérique du SCT en tant qu'ensemble d'instruments de politique. On en tient compte dans le Plan stratégique des opérations numériques de 2018 à 2022 (décembre 2018) du SCT, la troisième itération du plan. Le plan donne un aperçu de l'orientation numérique du gouvernement. • Le GC a lancé l'Académie du numérique du Canada, chapeautée par l'École de la fonction publique du Canada, pour doter les fonctionnaires des compétences nécessaires afin de travailler dans un environnement axé sur le numérique. De nature collaborative et ouverte par défaut, l'Académie rassemble des collaborateurs de divers ordres de gouvernements, du secteur privé et du secteur sans but lucratif en vue de renforcer la compréhension du numérique à l'échelle du gouvernement. L'Académie du numérique a mis à l'essai des cours-pilotes portant sur l'IA et l'apprentissage machine. Ces cours comportaient un volet d'expérience pratique sur l'élaboration et l'utilisation d'algorithmes en vue de tirer des conclusions, de faire des prévisions et de prendre des décisions en se fondant sur les données. Les 60 apprenants ont passé près de 80 heures en classe à suivre des formations, des instructions et des ateliers organisés par des instructeurs invités venant de tous les ordres de gouvernements, du secteur privé et du milieu universitaire. 	
<p>2. Priorités : Veuillez décrire brièvement ce que votre organisation considère comme faisant partie des priorités et initiatives essentielles en</p>	<p>Gouvernement ouvert</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en œuvre les engagements du Plan d'action national du Canada pour un gouvernement ouvert de 2018-2020 (notamment l'engagement pour un gouvernement ouvert facile à comprendre et l'engagement de gouvernement numérique et services). 	<p>Melanie Robert Melanie.Robert@tbs-sct.gc.ca</p>

<p>matière de prestation de services pour les 12 à 36 prochains mois.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Collaborer avec les provinces et les territoires (par l'intermédiaire du Groupe de travail sur le gouvernement ouvert du Canada) afin de normaliser les jeux de données de valeur élevée destinés à une publication prioritaire dans l'ensemble des administrations. • Élargir le service fédéré de données ouvertes existant afin d'y ajouter deux provinces et deux municipalités. • Mobiliser les Canadiens et collaborer avec les intervenants clés (notamment les ministères fédéraux et les autres ordres de gouvernements) sur l'élaboration du Plan d'action national du Canada pour un gouvernement ouvert de 2020-2022. • Collaborer aux efforts visant à concevoir et à élaborer une extension plus durable et inclusive du Programme local du PGO. • Lancer une demande de renseignements et une demande de propositions afin d'établir un instrument de passation de marché pour l'obtention d'un logiciel permettant de traiter les demandes d'accès à l'information et les demandes de renseignements personnels. Cet instrument serait aussi mis à la disposition des provinces et des territoires. On cible le printemps 2020. <p>Politique sur le numérique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre de la Politique sur le numérique et les services. • Effectuer l'exercice d'examen législatif en cours pour faire ressortir les obstacles à une prestation de services intégrée, transparente et en ligne de bout en bout. • Respecter l'engagement du Plan d'action national du Canada pour un gouvernement ouvert de 2018-2020, le SCT élargira le tableau de bord des services accessible au public afin d'y inclure chacun des 85 ministères et organismes. • Évaluer les incidences qui découleraient de l'adoption de la norme EN 301-549, une norme pour l'accessibilité numérique des produits et des services de la technologie de l'information et de la communication (TIC), à titre de norme à respecter dans les politiques du CT. • Émettre un avis pour la mise en œuvre provisoire de la politique, afin de promouvoir le recours à la norme EN 301-549 pour l'accessibilité numérique dans l'élaboration et l'obtention de toute nouvelle TIC qui appuie la prestation de services numériques aux fonctionnaires ou au public. <p>Numérisation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le gouvernement du Canada appuie la vision de services multicanaux UnGC, où les citoyens peuvent accéder à n'importe quel service gouvernemental par voie numérique, sur n'importe quelle plateforme, en se servant de n'importe quel appareil, et par l'intermédiaire de n'importe quel partenaire. On s'efforce actuellement de faire progresser les technologies habilitantes au sein du gouvernement dans le but de concrétiser la vision et d'établir des partenariats avec des membres de l'industrie qui ont mis cette vision en pratique. 	<p>Sonya Read Sonya.Read@tbs-sct.gc.ca</p> <p>Owen Teo Owen.Teo@tbs-sct.gc.ca</p> <p>Ruth Naylor Ruth.Naylor@tbs-sct.gc.ca</p>
--	--	--

	<p>Politiques sur l'information et de la protection des renseignements personnels</p> <ul style="list-style-type: none"> • Examen complet de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> : En vertu du projet de loi C-58, le gouvernement s'engage à entamer un examen complet d'ici juin 2020. • Mettre à jour l'ensemble de politiques sur l'accès à l'information et fournir une orientation à la lumière des modifications apportées à la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> et à la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> découlant du projet de loi C-58. • Appuyer les travaux visant le renouvellement des lois sur la protection des renseignements personnels à l'ère numérique. • Élaborer et publier des outils et des directives afin d'appuyer l'application uniforme de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i>, des règlements sur celle-ci et des politiques connexes dans l'ensemble du gouvernement fédéral. <p>Cybersécurité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le SCT, en collaboration avec le Sous-comité de la gestion de l'identité (SCGI), poursuivra le perfectionnement et l'évaluation du volet du Cadre de confiance pancanadien portant sur le secteur public. Ces efforts collectifs servent à faciliter l'accès des citoyens aux services numériques des différentes administrations, en réduisant les obstacles administratifs et les frontières qui existent dans le paysage FPT. 	<p>Imraan Bashir Imraan.Bashir@tbs-sct.gc.ca</p>
<p>3. Présentation/échange : Existe-t-il des ressources dans votre administration, comme des applications, des processus ou autres, que d'autres compétences pourraient avoir intérêt à appliquer ou à mettre en œuvre dans leur propre administration? <i>(Ces renseignements aideront à la planification de l'ordre du jour des prochaines réunions.)</i></p>	<p>Gouvernement ouvert</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le SCT est intéressé à partager l'approche adoptée par le Groupe de travail sur le gouvernement ouvert du Canada (GTGOC) en vue de cerner les jeux de données à valeur élevée, en s'appuyant sur la collaboration de la société civile et de tous les ordres de gouvernements. • La chaîne YouTube du PGO rendra bientôt publics des vidéos et du contenu émanant de plus de 100 séances présentées dans le cadre du Sommet mondial. • Le Guide sur l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) et le gouvernement ouvert inclusif publié par le SCT pourrait être appliqué dans de nombreux types de processus et de politiques axés sur les citoyens. <p>Politique sur le numérique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le SCT aimerait faire part de la Politique sur les services et le numérique ainsi que le processus d'élaboration. 	<p>Melanie Robert Melanie.Robert@tbs-sct.gc.ca</p> <p>Sonya Read Sonya.Read@tbs-sct.gc.ca</p> <p>Ruth Naylor Ruth.Naylor@tbs-sct.gc.ca</p>

	<p>Le SCT aimerait faire la démonstration de son prototype de tableau de bord du service à l'échelle du GC et explorer les possibilités de collaboration.</p> <p>Politiques sur l'information et de la protection des renseignements personnels</p> <ul style="list-style-type: none"> Le SCT souhaite présenter des renseignements sur les initiatives législatives visant à moderniser la <i>Loi sur l'accès à l'information</i>. Le SCT souhaite collaborer avec le Sous-comité sur la protection de la vie privée du CDPISP/CPSSP et le Commissariat à la protection de la vie privée afin de cerner les possibilités de rationaliser les évaluations des facteurs relatifs à la vie privée. <p>Numérisation</p> <ul style="list-style-type: none"> Le SCT recherche des exemples de solutions de service novatrices aux niveaux provincial et territorial dont on pourrait élargir la portée, particulièrement des exemples de services qui s'appuient sur des approches d'intégration modernes, p. ex., des interfaces de programmation d'applications. <p>Cybersécurité</p> <ul style="list-style-type: none"> Le SCT souhaite partager les ressources suivantes : <ul style="list-style-type: none"> Répertoire GitHub pour le Cadre de confiance pancanadien. Directive sur la gestion de l'identité. Le Manuel de sécurité de la solution de système d'information, qui propose un ensemble de dispositions et de tâches relatives à la sécurité pour la conception et la mise en œuvre d'une solution de système d'information du GC dans un environnement d'informatique en nuage. 	<p>Owen Teo Owen.Teo@tbs-sct.gc.ca</p> <p>Imraan Bashir Imraan.Bashir@tbs-sct.gc.ca</p>
<p>4. Questions et besoins : Décrivez brièvement les questions relatives à la prestation de services dont vous aimeriez faire part au conseil et l'aide que le CPSSP pourrait vous apporter.</p>	<p>Gouvernement ouvert</p> <ul style="list-style-type: none"> Le SCT cherche à favoriser une approche « publier avec un but » concernant les données ouvertes. Le SCT serait reconnaissant de recevoir l'aide du CPSSP, en vue d'entrer en contact avec les intervenants qui seraient intéressés à aborder certains des problèmes particuliers pour lesquels un jeu de données devrait être ouvert. <p>Politique sur le numérique</p> <ul style="list-style-type: none"> Collaborer avec les autres administrations dans l'élaboration de méthodologies, d'outils, de directives, de formations ou autres servant à augmenter l'accessibilité aux services numériques et la promotion de la conception de services inclusifs et accessibles depuis le début. 	<p>Melanie Robert Melanie.Robert@tbs-sct.gc.ca</p> <p>Sonya Read Sonya.Read@tbs-sct.gc.ca</p> <p>Imraan Bashir Imraan.Bashir@tbs-sct.gc.ca</p>

	<p>Cybersécurité</p> <ul style="list-style-type: none">• Le SCT continuera d'élaborer des outils et des modèles en vue d'établir une base sécuritaire dans les environnements des fournisseurs de services d'informatique en nuage, dans le but d'appuyer le GC dans la prestation de services numériques sécuritaires. Le SCT accueille favorablement toute réflexion de la part des membres qui souhaiteraient participer.• Le SCT demande l'aide du CPSSP dans l'élaboration et l'adoption du volet du Cadre de confiance pancanadien (CCP) portant sur le secteur public. Cela comprend notamment l'officialisation du processus d'évaluation, les communications et la mobilisation (c.-à-d. des infographies).	
--	--	--